

SSP0005795

Fiche Détaillée

Identification de l'établissement

Identifiant de l'établissement

SSP0005795

Nom usuel

ancienne décharge de BERNAY

Commune(s)

72219 NEUVY EN CHAMPAGNE

Plan de situation



Emplacement de l'établissement

Fond de carte PLAN IGN ©

Nombre d'information de l'administration

1

Historique des informations de l'administration

Identifiant	Date de début	Date de fin	Date de dernière mise à jour
SSP000579501			12/05/2022

Information de l'administration concernant une pollution suspectée ou avérée (ex-BASOL) (1/1)

Identifiant de l'information de l'administration

SSP000579501

Date de dernière mise à jour

12/05/2022

Statut de l'instruction

Clôturée

Nom Usuel

Non renseigné

Autre(s) identifiant(s)

Non renseignés

Environnement

Le site est une ancienne décharge exploitée dans les années 70. Ce dépôt était théoriquement destiné à accueillir des déchets ménagers, mais en pratique d'autres déchets ont pu également être déposés.

La nature et la quantité de déchets n'ont pas pu être estimées. Le potentiel polluant du massif des déchets n'a pas pu être déterminé.

Suite à l'arrêt du site, des travaux visant principalement à une intégration paysagère ont été entrepris.

Description

Sur ce site, il convient de conserver la mémoire de l'enfouissement de déchets sur ces terrains et pour tout projet d'aménagement de réaliser des investigations sur le sol pour étudier la compatibilité entre l'usage envisagé et l'état du sol.

Le site est une ancienne décharge exploitée dans les années 70. Ce dépôt était théoriquement destiné à accueillir des déchets ménagers, mais en pratique d'autres déchets ont pu également être déposés.

La nature et la quantité de déchets n'ont pas pu être estimées. Le potentiel polluant du massif des déchets n'a pas pu être déterminé.

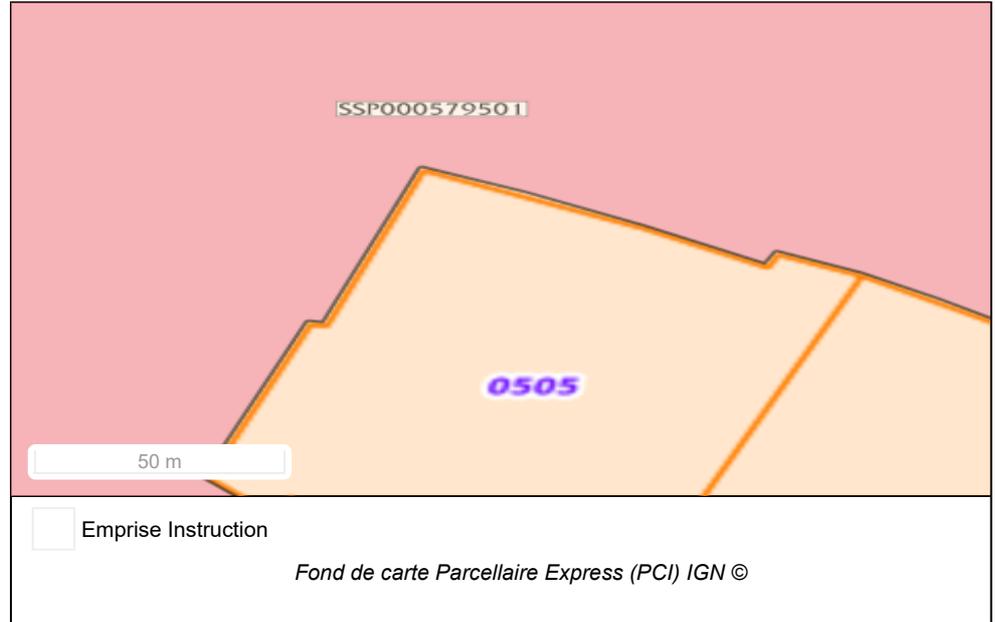
Suite à l'arrêt du site, des travaux visant principalement à une intégration paysagère ont été entrepris.

Sur ce site, il convient de conserver la mémoire de l'enfouissement de déchets sur ces terrains et

pour tout projet d'aménagement de réaliser des investigations sur le sol pour étudier la compatibilité entre l'usage envisagé et l'état du sol.

Polluant(s) identifié(s)
 Action(s) instruite(s)
 Carte(s) et plan(s)
 Carte(s) et plan(s)

Non renseigné(s)
 Non renseignée(s)
 Non renseigné(s)



Parcelle(s) concernée(s)

Commune	Feuille	Section	Numéro	Code dép.
Bernay-Neuvy-en-Champagne	3	0B	0852	72

Obligation(s) réglementaire(s) liée(s) aux parcelles - SIS/SUP (1/1)

Identifiant de l'obligation réglementaire liée à la parcelle SSP00057950101

Identifiant de l'information de l'administration liée à l'obligation réglementaire SSP000579501

Ancien identifiant SIS 72SIS08363

Type d'obligation réglementaire

Secteur d'Information sur les Sols (SIS)	Servitude d'Utilité Publique (SUP)
X	

Code INSEE Non renseigné

Date de dernière mise à jour 12/05/2022

Date de l'Arrêté Préfectoral Non renseignée

Nom(s) Usuel(s) Non renseigné

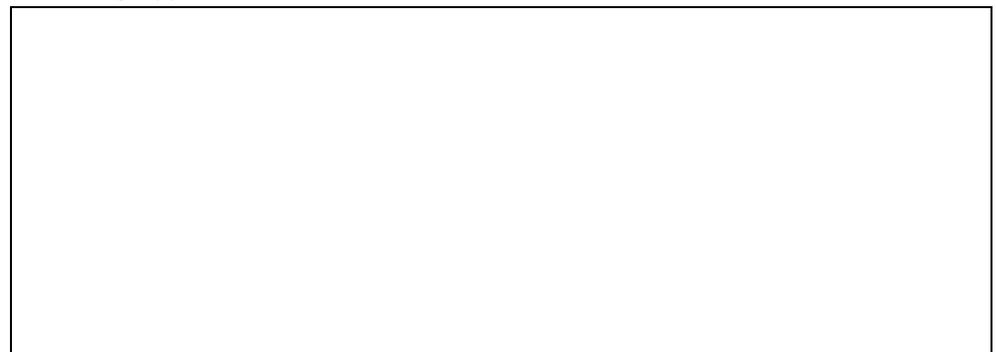
Description
 Le site est une ancienne décharge exploitée dans les années 70. Ce dépôt était théoriquement destiné à accueillir des déchets ménagers, mais en pratique d'autres déchets ont pu également être déposés.
 La nature et la quantité de déchets n'ont pas pu être estimées. Le potentiel polluant du massif des déchets n'a pas pu être déterminé.

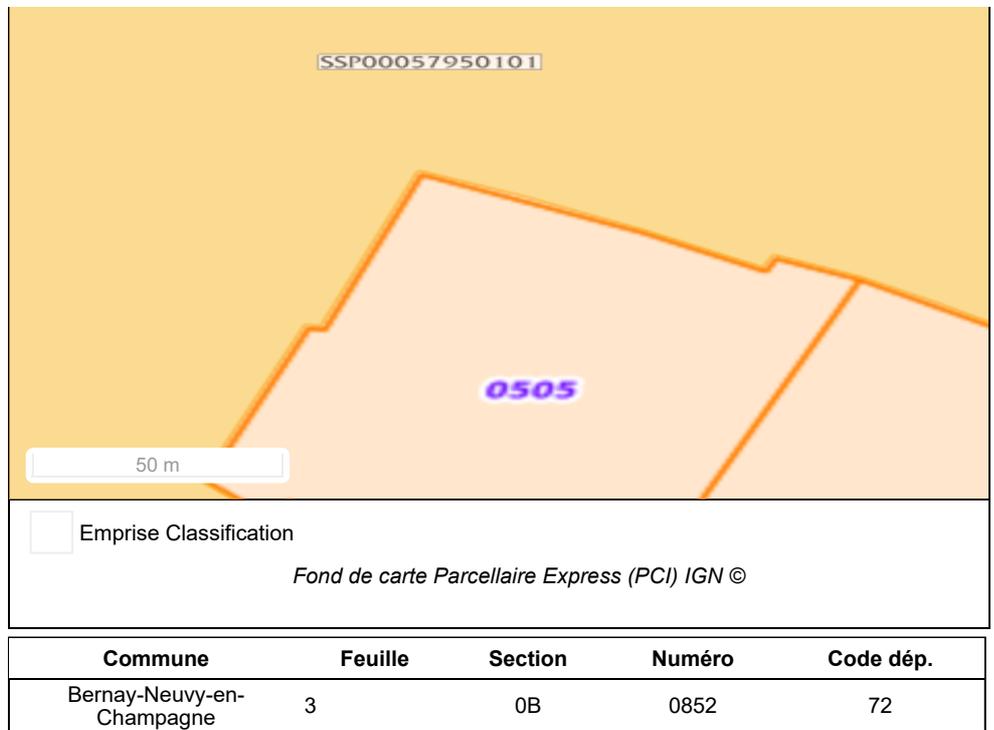
Suite à l'arrêt du site, des travaux visant principalement à une intégration paysagère ont été entrepris.

Sur ce site, il convient de conserver la mémoire de l'enfouissement de déchets sur ces terrains et pour tout projet d'aménagement de réaliser des investigations sur le sol pour étudier la compatibilité entre l'usage envisagé et l'état du sol.

Carte(s) et plan(s) Non renseigné(s)

Carte(s) et plan(s)





Parcelle(s) concernée(s)

SSP0004936**Fiche Détaillée****Identification de l'établissement**

Identifiant de l'établissement
SSP0004936

Nom usuel
Blavette
Commune(s)
72089 CONLIE
Plan de situation



Nombre d'information de l'administration
1
Historique des informations de l'administration

Identifiant	Date de début	Date de fin	Date de dernière mise à jour
SSP000493601			14/06/2022

Information de l'administration concernant une pollution suspectée ou avérée (ex-BASOL) (1/1)

Identifiant de l'information de l'administration
SSP000493601

Date de dernière mise à jour
14/06/2022

Statut de l'instruction
En cours

Nom Usuel
Ancien garage Blavette

Autre(s) identifiant(s)
72.0032 (BASOL)

Environnement
Le site a été exploité de 1967 à 2008 comme station service, à partir de 1994 par le garage BLAVETTE.
Le site a été mis à l'arrêt en 2008 suite à la liquidation judiciaire de la société, la cessation a été déclarée par le liquidateur en 2010.
Une intervention de l'ADEME a été demandée par le Ministère de l'Environnement dans le cadre de la mise en sécurité du site.
L'ADEME est intervenue en 2014 et 2015, afin de réaliser un diagnostic environnemental et une Interprétation de l'État des Milieux (IEM).

Description
Le site a accueilli de 1967 à 2008 une activité de garage et de station-service. Les aménagements du site et les infrastructures en place étaient les suivantes :
En partie Nord de la parcelle n°63, section AC
• l'ancienne station-service qui comprenait des stockages des carburants. En 1967, 2 cuves en fosses maçonnées (de 10 m³ chacune), et le 8 mars 1977 une cuve enterrée (de 30 m³) a été ajoutée.
• les événements des anciennes cuves sont visibles sur la façade mitoyenne ;
• l'ancien dépôtage de la cuve de fuel domestique est présent en façade de la maison mitoyenne ;
En partie Nord-Est
• une habitation individuelle (R+1) avec une cave dans laquelle se trouvait un ancien réservoir aérien de 3 m³ de fioul domestique destiné à un usage domestique ;
• une ancienne boutique de la station service; cette pièce se situe au-dessus de la cave ;
En partie Sud-Ouest
• l'ancien garage automobile, correspondant actuellement à une zone de stockage couverte de plain-pied dédiée à divers matériels ;

- un bâtiment de l'ancien magasin de pièces détachées ;

Au Sud du site

- un hangar ouvert, correspondant à l'ancienne zone de dégraissage et de réparation automobile (un réservoir d'huile usagé a été démantelé en 2010) ;
- un abri accueillant les sanitaires par le passé et un puits ;
- la cour de l'habitation n'est pas revêtue par un matériau étanche (végétation, grave compactée et pavé).

Un dossier de cessation d'activité de la station-service a été fourni par le liquidateur en 2010. La station-service est démantelée en février 2010 par le propriétaire avec le dégazage des cuves de carburant, le retrait des cuves et le comblement par des matériaux inertes (pierre de tuffeau et terre). Un diagnostic partiel a été réalisé en février 2010, avec une analyse de sol sur un échantillon isolé.

Considérant la défaillance de l'exploitant, une procédure exceptionnelle d'intervention de l'état a été déclenchée via la mobilisation de l'ADEME. Dans ce cas précis, il consistait à évaluer les effets du site sur son environnement grâce à un diagnostic environnemental et une Interprétation de l'État des Milieux (IEM) pour évaluer les risques sanitaires liés à une éventuelle pollution. L'IEM prend en compte les usages en vigueur au moment de la cessation d'activité à savoir : une zone de stockage de cuves, une zone de distribution et un espace commercial à usage artisanal et industriel, une maison d'habitation avec sa cour, un entrepôt et un hangar utilisés pour des activités de garage automobile et de stockage de pièces automobiles. Les changements d'usages souhaités ou opérés ne font pas partie de cette IEM.

L'intervention a eu lieu entre 2014 et 2015. Les investigations ont consisté, sur site et hors site, à la réalisation de sondages et de prélèvements de sol, de mesures de la qualité des gaz des sols, de mesures de la qualité des eaux souterraines autour des anciennes installations pétrolières et des zones potentiellement impactées, de contrôles de la qualité de l'air ambiant à l'intérieur et de contrôles de la qualité de l'eau potable dans l'habitation.

Les résultats du diagnostic environnemental sont les suivants :

- Un impact en hydrocarbures lourds et légers est identifié dans les sols dans la zone de stockage des cuves et de la zone de distribution ; il n'y a pas d'anomalie dans les sols des autres zones échantillonnées (hangar, cour, entrepôt...)
- Un impact dans les eaux souterraines en hydrocarbures lourds et légers et en tertiobutyléthers, en aval du parc à cuves et en limite de site, est constaté en lien avec les impacts identifiés sur les sols ; Le puits de la maison ne présente pas d'impact
- Sont constatés des traces d'hydrocarbures légers dans le piézair en limite de site en aval hydraulique, et des teneurs moyennes en hydrocarbures volatils dans le piézair au droit du parc à cuves ; aucune substance n'est quantifiée dans les autres piézairs
- Les mesures dans l'air ambiant (extérieur proche balançoire, bureau, habitation, cave) montre la présence, uniquement dans la cave, d'hydrocarbures volatils à des concentrations faibles pouvant être en lien aussi bien avec la cuve de FOD encore présente qu'avec la qualité des sols du parc à cuves
- Les résultats d'analyse de l'eau du robinet (avant système de filtration) mettent en évidence la présence de traces de HAP, de benzène et de certains COHV (dont le bromoforme, substance spécifique à la potabilisation de l'eau). La qualité des eaux après le système de filtration respecte les critères de potabilité.
- Hors site, les analyses dans deux puits privés aux points d'usage les plus proches en aval ont montré des impacts très faibles aux hydrocarbures et conformes à l'usage eau potable

La démarche d'interprétation d'état des milieux a montré que la qualité des milieux au droit du site et hors site est compatible pour les usages résidentiels constatés (qualité de l'air intérieur et eau du robinet, au droit du site, qualité des eaux souterraines au droit des puits sur et hors site, qualité des gaz de sols en limite de propriété permettant de montrer l'absence de remontées de vapeurs hors site susceptibles de dégrader l'air intérieur d'habitation en aval).

La mise en œuvre d'un plan de gestion n'a donc pas été jugée nécessaire par l'ADEME.

En 2019, sur la base des conclusions de l'ADEME, la DREAL a donné les suites suivantes à ce dossier

- La qualité des milieux est compatible avec les usages résidentiels constatés
- Une pollution résiduelle demeure, aussi, une conservation de la mémoire de cette pollution est nécessaire associée à certaines recommandations :
 - Dans le cas d'un remplacement de la canalisation d'adduction d'eau potable, par précaution une canalisation étanche aux substances volatiles sera privilégiée.
 - L'utilisation des eaux souterraines dans la zone de stockage des cuves et à son aval hydraulique sur la parcelle est proscrite
- L'impact sur les eaux souterraines, en limite nord-ouest de la parcelle, doit faire l'objet d'une information du maire de la commune de Conlie avec rappel de l'importance de l'application de l'arrêté du 17 décembre 2008 relatif au contrôle de la qualité des eaux prélevées en cas d'usage domestique sur des ouvrages privés.

La conservation de la mémoire de cette pollution par classement en SIS s'impose.

En cas de changement d'usage ou d'aménagement sur les zones avec impacts, il conviendra de mener au préalable des investigations complémentaires pour s'assurer de la compatibilité de ces zones avec l'usage envisagé.

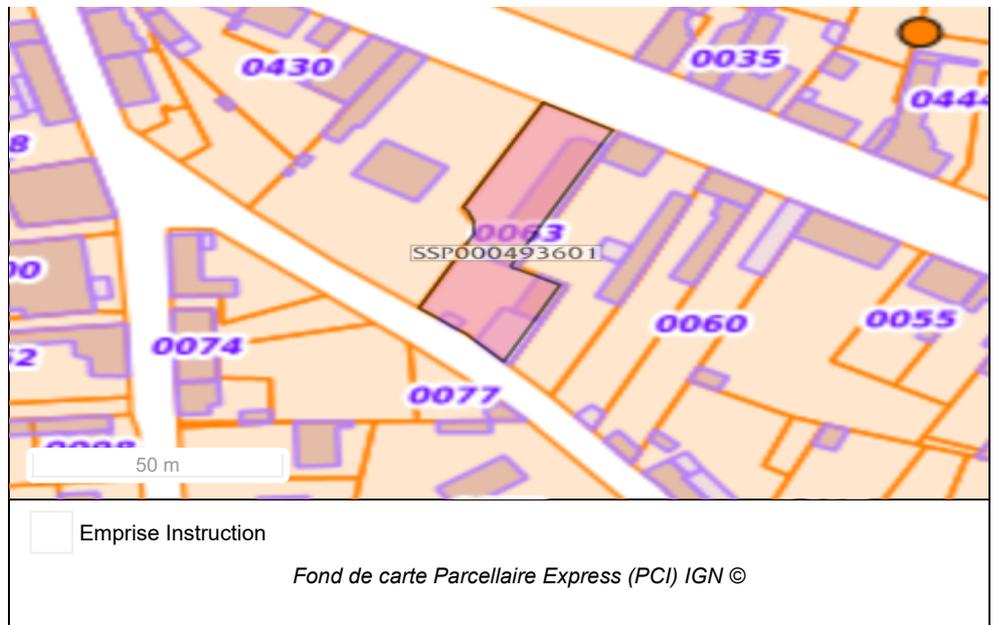
Polluant(s) identifié(s)
Action(s) instruite(s)
Carte(s) et plan(s)

Non renseigné(s)
Non renseignée(s)

Document diffusable	Titre du document	Type du document
↓ Télécharger	Rapport investigations-intervention-ADEME-2014-15	

Carte(s) et plan(s)

--	--	--



Commune	Feuille	Section	Numéro	Code dép.
Conlie	1	AC	0063	72

Parcelle(s) concernée(s)

Obligation(s) réglementaire(s) liée(s) aux parcelles - SIS/SUP (1/1)

Identifiant de l'obligation réglementaire liée à la parcelle : SSP00049360101

Identifiant de l'information de l'administration liée à l'obligation réglementaire : SSP000493601

Ancien identifiant SIS : 72SIS07391

Type d'obligation réglementaire

Secteur d'Information sur les Sols (SIS)	Servitude d'Utilité Publique (SUP)
X	

Code INSEE : Non renseigné

Date de dernière mise à jour : 14/06/2022

Date de l'Arrêté Préfectoral : Non renseignée

Nom(s) Usuel(s) : Non renseigné

Description : Le site a été exploité de 1967 à 2008 comme station service, à partir de 1994 par le garage BLAVETTE.

Le site a accueilli de 1967 à 2008 une activité de garage et de station-service. En 2015, les aménagements du site et les infrastructures en place étaient les suivantes :

En partie Nord de la parcelle n°63, section AC

- l'ancienne station-service qui comprenait des stockages des carburants. En 1967, 2 cuves en fosses maçonnées (de 10 m³ chacune), et le 8 mars 1977 une cuve enterrée (de 30 m³) a été ajoutée.

- les événements des anciennes cuves sont visibles sur la façade mitoyenne ;

- l'ancien dépôtage de la cuve de fuel domestique est présent en façade de la maison mitoyenne ;

En partie Nord-Est

- une habitation individuelle (R+1) avec une cave dans laquelle se trouvait un ancien réservoir aérien de 3 m³ de fioul domestique destiné à un usage domestique ;

- une ancienne boutique de la station service; cette pièce se situe au-dessus de la cave ;

En partie Sud-Ouest

- l'ancien garage automobile, correspondant actuellement à une zone de stockage couverte de plain-pied dédiée à divers matériels ;

- un bâtiment de l'ancien magasin de pièces détachées ;

Au Sud du site

- un hangar ouvert, correspondant à l'ancienne zone de dégraissage et de réparation automobile (un réservoir d'huile usagé a été démantelé en 2010) ;

- un abri accueillant les sanitaires par le passé et un puits ;

- la cour de l'habitation n'est pas revêtue par un matériau étanche (végétation, grave compactée et pavé).

Un dossier de cessation d'activité de la station-service a été fourni par le liquidateur en 2010. La station-service est démantelée en février 2010 par le propriétaire avec le dégazage des cuves de carburant, leur retrait et le comblement par des matériaux inertes (pierre de tuffeau et terre). Un diagnostic partiel a été réalisé en février 2010, avec une analyse de sol sur un échantillon isolé.

Considérant la défaillance de l'exploitant, une procédure exceptionnelle d'intervention de l'état a été déclenchée via la mobilisation de l'ADEME. Dans ce cas précis, il consistait à évaluer les effets du site sur son environnement grâce à un diagnostic environnemental et une interprétation de l'État des Milieux (IEM) pour évaluer les risques sanitaires liés à une éventuelle pollution. L'IEM prend en compte les usages en vigueur au moment de la cessation d'activité à savoir : une zone de stockage

de cuves, une zone de distribution et un espace commercial à usage artisanal et industriel, une maison d'habitation avec sa cour, un entrepôt et un hangar utilisés pour des activités de garage automobile et de stockage de pièces automobiles. Les changements d'usages souhaités ou opérés ne font pas partie de cette IEM.

L'intervention a eu lieu entre 2014 et 2015. Les investigations ont consisté, sur site et hors site, à la réalisation de sondages et de prélèvements de sol, de mesures de la qualité des gaz des sols, de mesures de la qualité des eaux souterraines autour des anciennes installations pétrolières et des zones potentiellement impactées, de contrôles de la qualité de l'air ambiant à l'intérieur et de contrôles de la qualité de l'eau potable dans l'habitation.

Les résultats du diagnostic environnemental sont les suivants :

- Un impact en hydrocarbures lourds et légers est identifié dans les sols dans la zone de stockage des cuves et de la zone de distribution ; il n'y a pas d'anomalie dans les sols des autres zones échantillonnées (hangar, cour, entrepôt...)
- Un impact dans les eaux souterraines en hydrocarbures lourds et légers et en tertiobutyléthers, en aval du parc à cuves et en limite de site, est constaté en lien avec les impacts identifiés sur les sols ; Le puits de la maison ne présente pas d'impact
- Sont constatés des traces d'hydrocarbures légers dans le piézair en limite de site en aval hydraulique, et des teneurs moyennes en hydrocarbures volatils dans le piézair au droit du parc à cuves ; aucune substance n'est quantifiée dans les autres piézairs
- Les mesures dans l'air ambiant (extérieur proche balançoire, bureau, habitation, cave) montre la présence, uniquement dans la cave, d'hydrocarbures volatils à des concentrations faibles pouvant être en lien aussi bien avec la cuve de FOD encore présente qu'avec la qualité des sols du parc à cuves
- Les résultats d'analyse de l'eau du robinet (avant système de filtration) mettent en évidence la présence de traces de HAP, de benzène et de certains COHV (dont le bromoforme, substance spécifique à la potabilisation de l'eau). La qualité des eaux après le système de filtration respecte les critères de potabilité.
- Hors site, les analyses dans deux puits privés aux points d'usage les plus proches en aval ont montré des impacts très faibles aux hydrocarbures et conformes à l'usage eau potable

La démarche d'interprétation d'état des milieux a montré que la qualité des milieux au droit du site et hors site est compatible pour les usages résidentiels constatés (qualité de l'air intérieur et eau du robinet, au droit du site, qualité des eaux souterraines au droit des puits sur et hors site, qualité des gaz de sols en limite de propriété permettant de montrer l'absence de remontées de vapeurs hors site susceptibles de dégrader l'air intérieur d'habitation en aval).

La mise en œuvre d'un plan de gestion n'a donc pas été jugée nécessaire par l'ADEME.

En 2019, sur la base des conclusions de l'ADEME, la DREAL a donné les suites suivantes à ce dossier

- La qualité des milieux est compatible avec les usages résidentiels constatés
- Une pollution résiduelle demeure, aussi, une conservation de la mémoire de cette pollution est nécessaire associée à certaines recommandations :
 - Dans le cas d'un remplacement de la canalisation d'adduction d'eau potable, par précaution une canalisation étanche aux substances volatiles sera privilégiée.
 - L'utilisation des eaux souterraines dans la zone de stockage des cuves et à son aval hydraulique sur la parcelle est proscrite
 - L'impact sur les eaux souterraines, en limite nord-ouest de la parcelle, doit faire l'objet d'une information du maire de la commune de Conlie avec rappel de l'importance de l'application de l'arrêté du 17 décembre 2008 relatif au contrôle de la qualité des eaux prélevées en cas d'usage domestique sur des ouvrages privés.

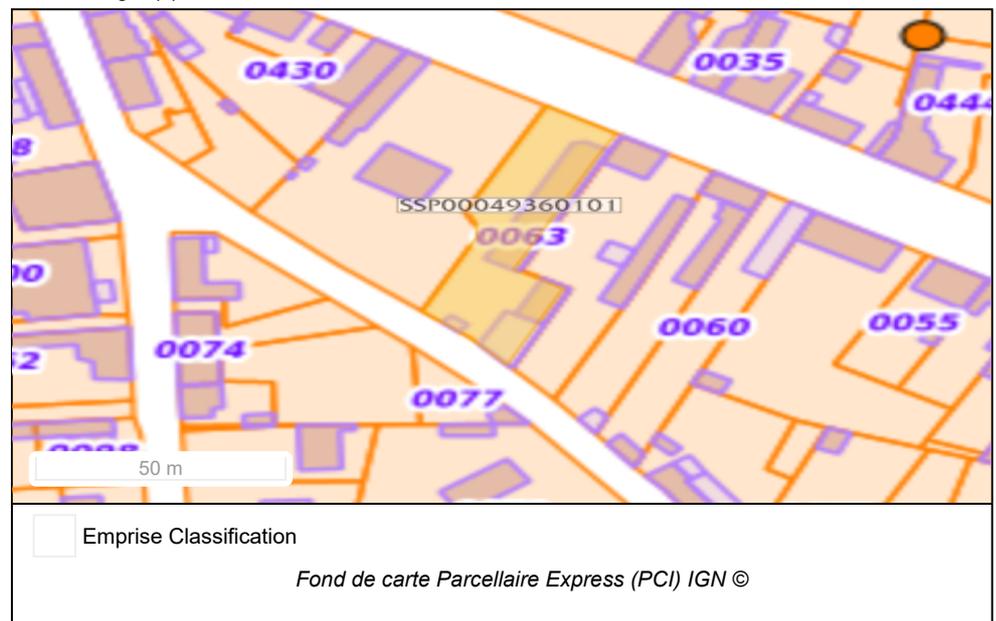
La conservation de la mémoire de cette pollution est nécessaire

En cas de changement d'usage ou d'aménagement sur les zones avec impacts, il conviendra de mener au préalable des investigations complémentaires pour s'assurer de la compatibilité de ces zones avec l'usage envisagé.

Non renseigné(s)

Carte(s) et plan(s)

Carte(s) et plan(s)



Parcelle(s) concernée(s)

Commune	Feuille	Section	Numéro	Code dép.
Conlie	1	AC	0063	72

SSP0005793

Fiche Détaillée

Identification de l'établissement

Identifiant de l'établissement

SSP0005793

Nom usuel

ancienne décharge de SILLE-LE-GUILLAUME

Commune(s)

72145 LE GREZ

Plan de situation



Nombre d'information de l'administration

1

Historique des informations de l'administration

Identifiant	Date de début	Date de fin	Date de dernière mise à jour
SSP000579301			30/09/2020

Information de l'administration concernant une pollution suspectée ou avérée (ex-BASOL) (1/1)

Identifiant de l'information de l'administration

SSP000579301

Date de dernière mise à jour

30/09/2020

Statut de l'instruction

Clôturée

Nom Usuel

Non renseigné

Autre(s) identifiant(s)

Non renseignés

Environnement

Le site est une ancienne décharge exploitée dans les années 80. Ce dépôt était théoriquement destiné à accueillir des déchets ménagers, mais en pratique d'autres déchets ont pu également être déposés.

La nature et la quantité de déchets n'ont pas pu être estimées. Le potentiel polluant du massif des déchets n'a pas pu être déterminé.

Suite à l'arrêt du site, des travaux visant principalement à une intégration paysagère ont été entrepris.

Description

Sur ce site, il convient de conserver la mémoire de l'enfouissement de déchets sur ces terrains et pour tout projet d'aménagement de réaliser des investigations sur le sol pour étudier la compatibilité entre l'usage envisagé et l'état du sol.

Le site est une ancienne décharge exploitée dans les années 80. Ce dépôt était théoriquement destiné à accueillir des déchets ménagers, mais en pratique d'autres déchets ont pu également être déposés.

La nature et la quantité de déchets n'ont pas pu être estimées. Le potentiel polluant du massif des déchets n'a pas pu être déterminé.

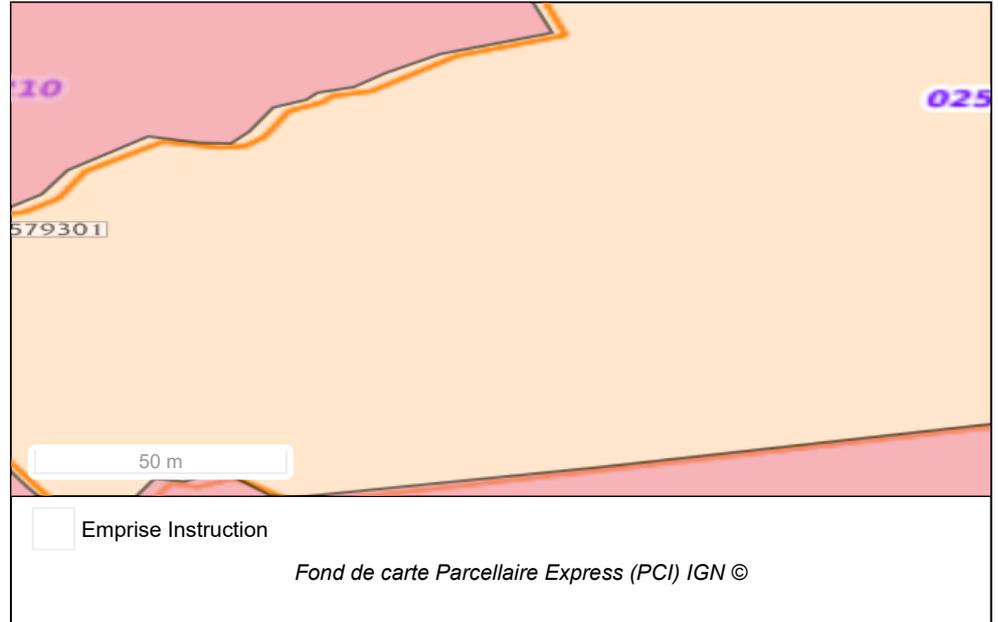
Suite à l'arrêt du site, des travaux visant principalement à une intégration paysagère ont été entrepris.

Sur ce site, il convient de conserver la mémoire de l'enfouissement de déchets sur ces terrains et

pour tout projet d'aménagement de réaliser des investigations sur le sol pour étudier la compatibilité entre l'usage envisagé et l'état du sol.

Polluant(s) identifié(s)
 Action(s) instruite(s)
 Carte(s) et plan(s)
 Carte(s) et plan(s)

Non renseigné(s)
 Non renseignée(s)
 Non renseigné(s)



Parcelle(s) concernée(s)

Non renseignée(s)

Obligation(s) réglementaire(s) liée(s) aux parcelles - SIS/SUP (1/1)

Identifiant de l'obligation réglementaire liée à la parcelle SSP00057930101
 Identifiant de l'information de l'administration liée à l'obligation réglementaire SSP000579301
 Ancien identifiant SIS 72SIS08361
 Type d'obligation réglementaire

Secteur d'Information sur les Sols (SIS)	Servitude d'Utilité Publique (SUP)
X	

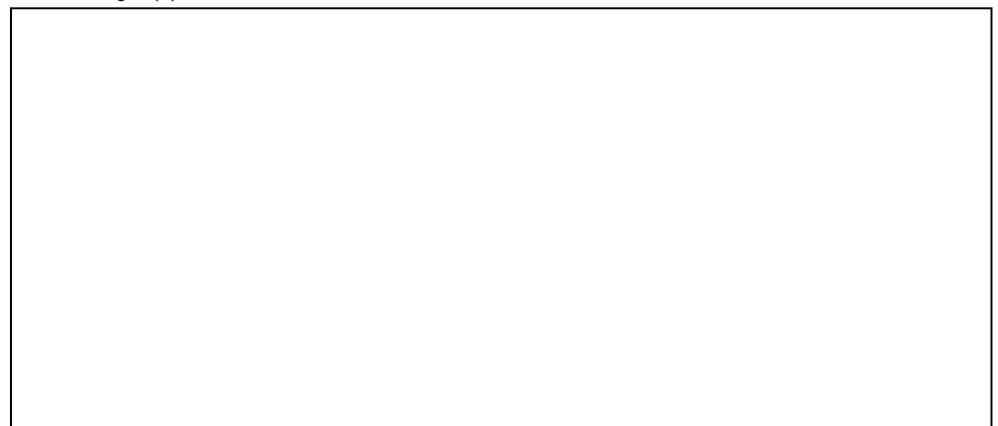
Code INSEE Non renseigné
 Date de dernière mise à jour 30/09/2020
 Date de l'Arrêté Préfectoral Non renseignée
 Nom(s) Usuel(s) Non renseigné

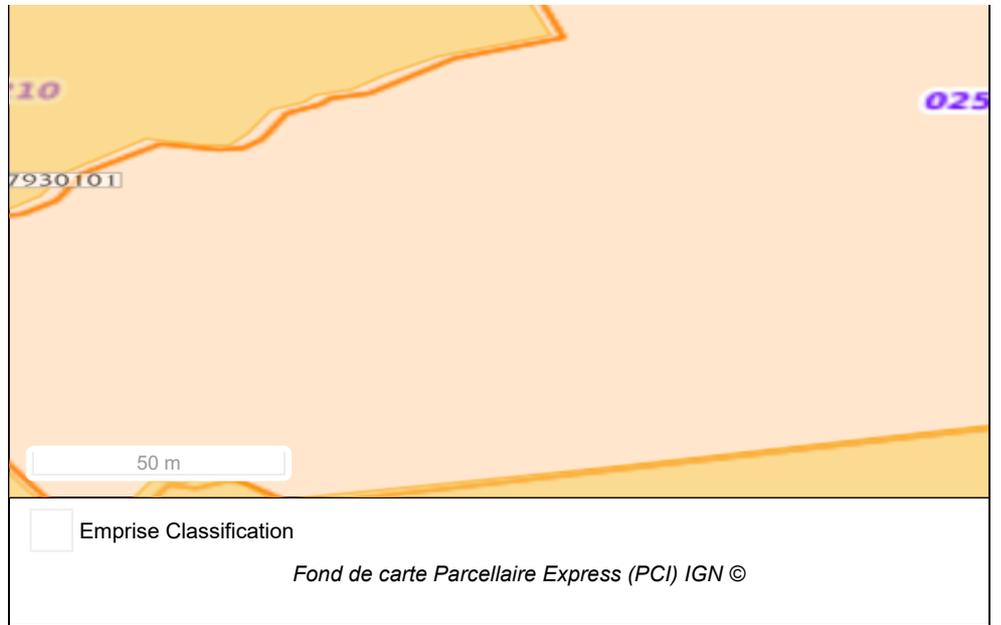
Description
 Le site est une ancienne décharge exploitée dans les années 80. Ce dépôt était théoriquement destiné à accueillir des déchets ménagers, mais en pratique d'autres déchets ont pu également être déposés.
 La nature et la quantité de déchets n'ont pas pu être estimées. Le potentiel polluant du massif des déchets n'a pas pu être déterminé.
 Suite à l'arrêt du site, des travaux visant principalement à une intégration paysagère ont été entrepris.

Sur ce site, il convient de conserver la mémoire de l'enfouissement de déchets sur ces terrains et pour tout projet d'aménagement de réaliser des investigations sur le sol pour étudier la compatibilité entre l'usage envisagé et l'état du sol.

Carte(s) et plan(s)
 Carte(s) et plan(s)

Non renseigné(s)





Parcelle(s) concernée(s)

Commune	Feuille	Section	Numéro	Code dép.
LE GREZ	2	0A	1210	72

SSP0005791

Fiche Détaillée

Identification de l'établissement

Identifiant de l'établissement

SSP0005791

Nom usuel

ancienne décharge de Neuvillalais

Commune(s)

72216 NEUVILLALAIS

Plan de situation



Nombre d'information de l'administration

1

Historique des informations de l'administration

Identifiant	Date de début	Date de fin	Date de dernière mise à jour
SSP000579101			05/05/2022

Information de l'administration concernant une pollution suspectée ou avérée (ex-BASOL) (1/1)

Identifiant de l'information de l'administration

SSP000579101

Date de dernière mise à jour

05/05/2022

Statut de l'instruction

Clôturée

Nom Usuel

Non renseigné

Autre(s) identifiant(s)

Non renseignés

Environnement

Le site est une ancienne décharge exploitée dans les années 70. Ce dépôt était théoriquement destiné à accueillir des déchets ménagers, mais en pratique d'autres déchets ont pu également être déposés.

La nature et la quantité de déchets n'ont pas pu être estimées. Le potentiel polluant du massif des déchets n'a pas pu être déterminé.

Suite à l'arrêt du site, des travaux visant principalement à une intégration paysagère ont été entrepris.

Description

Sur ce site, il convient de conserver la mémoire de l'enfouissement de déchets sur ces terrains et pour tout projet d'aménagement de réaliser des investigations sur le sol pour étudier la compatibilité entre l'usage envisagé et l'état du sol.

Le site est une ancienne décharge exploitée dans les années 70. Ce dépôt était théoriquement destiné à accueillir des déchets ménagers, mais en pratique d'autres déchets ont pu également être déposés.

La nature et la quantité de déchets n'ont pas pu être estimées. Le potentiel polluant du massif des déchets n'a pas pu être déterminé.

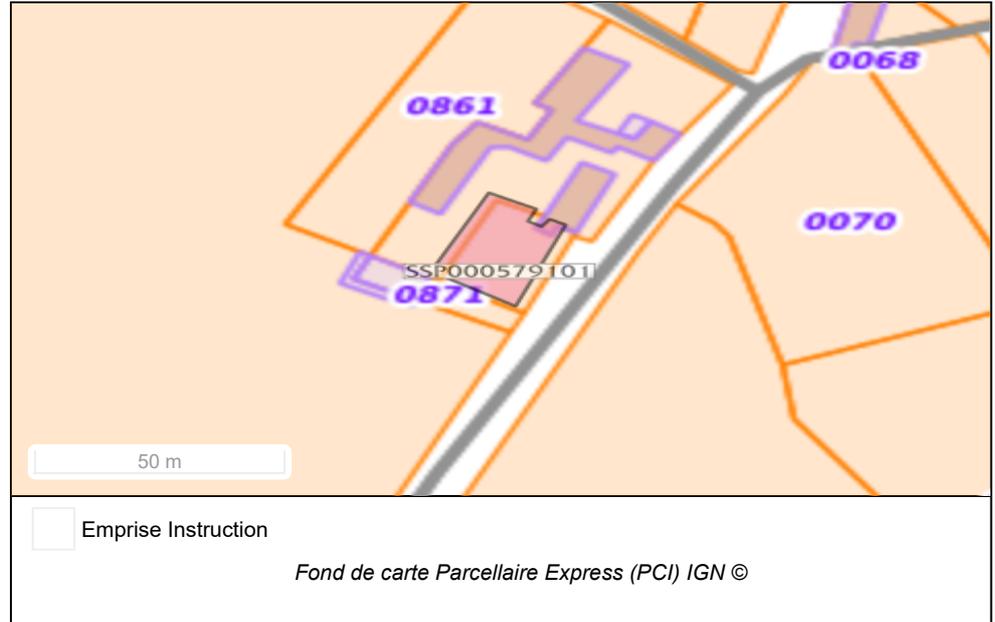
Suite à l'arrêt du site, des travaux visant principalement à une intégration paysagère ont été entrepris.

Sur ce site, il convient de conserver la mémoire de l'enfouissement de déchets sur ces terrains et

pour tout projet d'aménagement de réaliser des investigations sur le sol pour étudier la compatibilité entre l'usage envisagé et l'état du sol.

Polluant(s) identifié(s)
 Action(s) instruite(s)
 Carte(s) et plan(s)
 Carte(s) et plan(s)

Non renseigné(s)
 Non renseignée(s)
 Non renseigné(s)



Parcelle(s) concernée(s)

Non renseignée(s)

Obligation(s) réglementaire(s) liée(s) aux parcelles - SIS/SUP (1/1)

Identifiant de l'obligation réglementaire liée à la parcelle: SSP000579101
 Identifiant de l'information de l'administration liée à l'obligation réglementaire: SSP000579101
 Ancien identifiant SIS: 72SIS08359
 Type d'obligation réglementaire:

Secteur d'Information sur les Sols (SIS)	Servitude d'Utilité Publique (SUP)
X	

Code INSEE: Non renseigné
 Date de dernière mise à jour: 30/09/2020
 Date de l'Arrêté Préfectoral: Non renseignée
 Nom(s) Usuel(s): Non renseigné

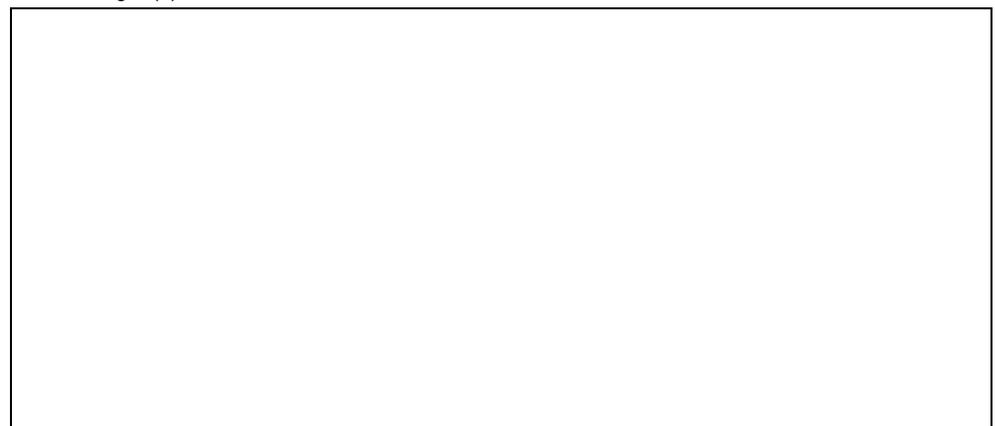
Description: Le site est une ancienne décharge exploitée dans les années 70. Ce dépôt était théoriquement destiné à accueillir des déchets ménagers, mais en pratique d'autres déchets ont pu également être déposés. La nature et la quantité de déchets n'ont pas pu être estimées. Le potentiel polluant du massif des déchets n'a pas pu être déterminé.

Suite à l'arrêt du site, des travaux visant principalement à une intégration paysagère ont été entrepris.

Sur ce site, il convient de conserver la mémoire de l'enfouissement de déchets sur ces terrains et pour tout projet d'aménagement de réaliser des investigations sur le sol pour étudier la compatibilité entre l'usage envisagé et l'état du sol.

Carte(s) et plan(s)
 Carte(s) et plan(s)

Non renseigné(s)





Emprise Classification

Fond de carte Parcellaire Express (PCI) IGN ©

Parcelle(s) concernée(s)

Commune	Feuille	Section	Numéro	Code dép.
NEUVILLALAIS		D	852	

SSP0005794

Fiche Détaillée

Identification de l'établissement

Identifiant de l'établissement

SSP0005794

Nom usuel

ancienne décharge de PARENNES

Commune(s)

72229 PARENNES

Plan de situation



Emplacement de l'établissement

Fond de carte PLAN IGN ©

Nombre d'information de l'administration

1

Historique des informations de l'administration

Identifiant	Date de début	Date de fin	Date de dernière mise à jour
SSP000579401			30/09/2020

Information de l'administration concernant une pollution suspectée ou avérée (ex-BASOL) (1/1)

Identifiant de l'information de l'administration

SSP000579401

Date de dernière mise à jour

30/09/2020

Statut de l'instruction

Clôturée

Nom Usuel

Non renseigné

Autre(s) identifiant(s)

Non renseignés

Environnement

Le site est une ancienne décharge exploitée dans les années 80. Ce dépôt était théoriquement destiné à accueillir des déchets ménagers, mais en pratique d'autres déchets ont pu également être déposés.

La nature et la quantité de déchets n'ont pas pu être estimées. Le potentiel polluant du massif des déchets n'a pas pu être déterminé.

Suite à l'arrêt du site, des travaux visant principalement à une intégration paysagère ont été entrepris.

Description

Sur ce site, il convient de conserver la mémoire de l'enfouissement de déchets sur ces terrains et pour tout projet d'aménagement de réaliser des investigations sur le sol pour étudier la compatibilité entre l'usage envisagé et l'état du sol.

Le site est une ancienne décharge exploitée dans les années 80. Ce dépôt était théoriquement destiné à accueillir des déchets ménagers, mais en pratique d'autres déchets ont pu également être déposés.

La nature et la quantité de déchets n'ont pas pu être estimées. Le potentiel polluant du massif des déchets n'a pas pu être déterminé.

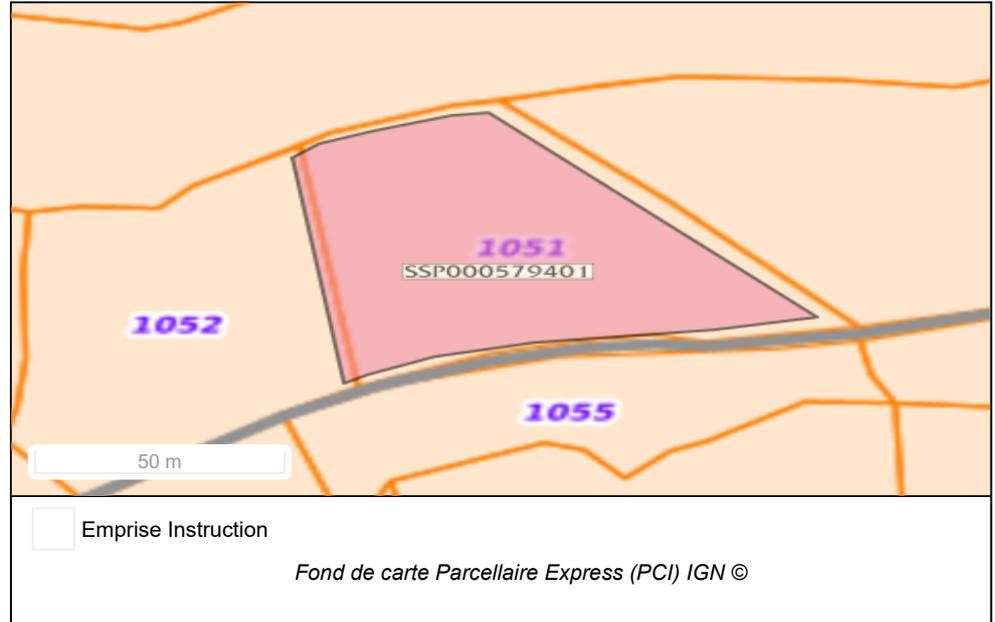
Suite à l'arrêt du site, des travaux visant principalement à une intégration paysagère ont été entrepris.

Sur ce site, il convient de conserver la mémoire de l'enfouissement de déchets sur ces terrains et

pour tout projet d'aménagement de réaliser des investigations sur le sol pour étudier la compatibilité entre l'usage envisagé et l'état du sol.

Polluant(s) identifié(s)
 Action(s) instruite(s)
 Carte(s) et plan(s)
 Carte(s) et plan(s)

Non renseigné(s)
 Non renseignée(s)
 Non renseigné(s)



Parcelle(s) concernée(s)

Non renseignée(s)

Obligation(s) réglementaire(s) liée(s) aux parcelles - SIS/SUP (1/1)

Identifiant de l'obligation réglementaire liée à la parcelle: SSP00057940101
 Identifiant de l'information de l'administration liée à l'obligation réglementaire: SSP000579401
 Ancien identifiant SIS: 72SIS08362
 Type d'obligation réglementaire:

Secteur d'Information sur les Sols (SIS)	Servitude d'Utilité Publique (SUP)
X	

Code INSEE: Non renseigné
 Date de dernière mise à jour: 30/09/2020
 Date de l'Arrêté Préfectoral: Non renseignée
 Nom(s) Usuel(s): Non renseigné

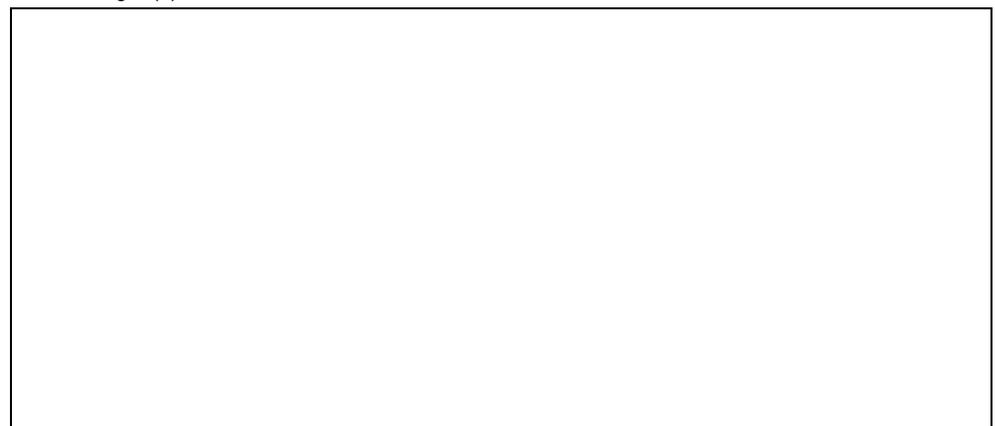
Description: Le site est une ancienne décharge exploitée dans les années 80. Ce dépôt était théoriquement destiné à accueillir des déchets ménagers, mais en pratique d'autres déchets ont pu également être déposés. La nature et la quantité de déchets n'ont pas pu être estimées. Le potentiel polluant du massif des déchets n'a pas pu être déterminé.

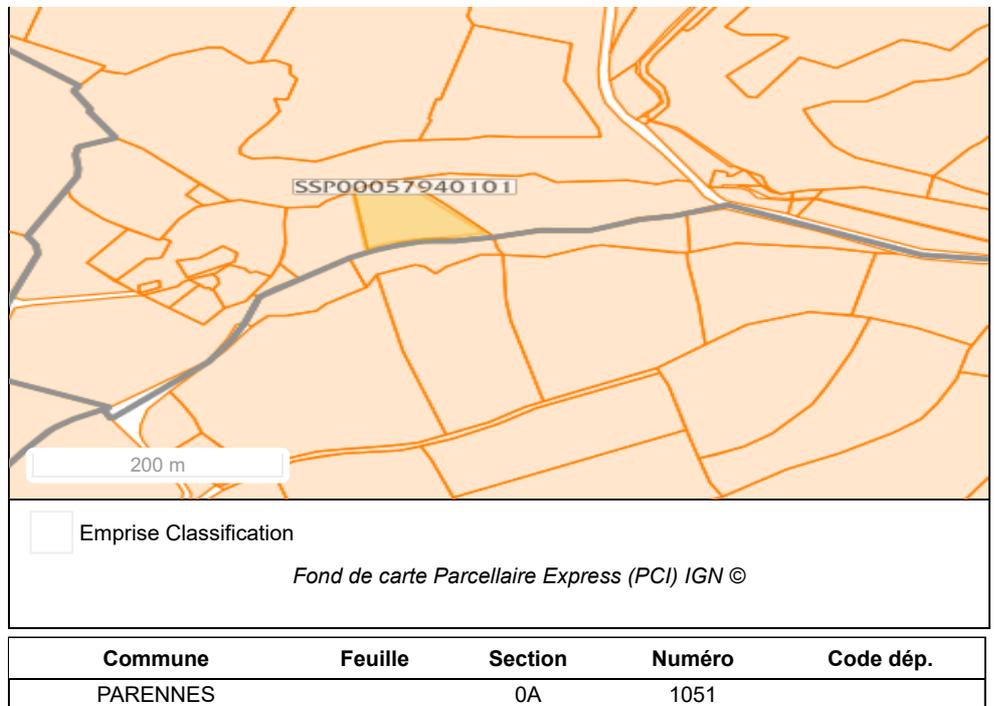
Suite à l'arrêt du site, des travaux visant principalement à une intégration paysagère ont été entrepris.

Sur ce site, il convient de conserver la mémoire de l'enfouissement de déchets sur ces terrains et pour tout projet d'aménagement de réaliser des investigations sur le sol pour étudier la compatibilité entre l'usage envisagé et l'état du sol.

Carte(s) et plan(s)
 Carte(s) et plan(s)

Non renseigné(s)





Parcelle(s) concernée(s)

SSP0005792

Fiche Détaillée

Identification de l'établissement

Identifiant de l'établissement

SSP0005792

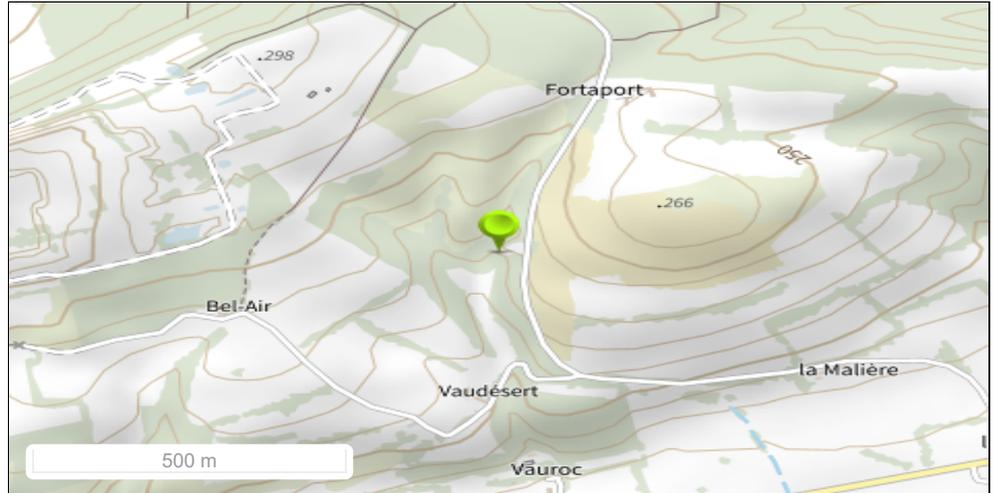
Nom usuel

ancienne décharge de ROUESSE-VASSE

Commune(s)

72255 ROUESSE VASSE

Plan de situation



Emplacement de l'établissement

Fond de carte PLAN IGN ©

Nombre d'information de l'administration

1

Historique des informations de l'administration

Identifiant	Date de début	Date de fin	Date de dernière mise à jour
SSP000579201			30/09/2020

Information de l'administration concernant une pollution suspectée ou avérée (ex-BASOL) (1/1)

Identifiant de l'information de l'administration

SSP000579201

Date de dernière mise à jour

30/09/2020

Statut de l'instruction

Clôturée

Nom Usuel

Non renseigné

Autre(s) identifiant(s)

Non renseignés

Environnement

Le site est une ancienne décharge exploitée dans les années 70. Ce dépôt était théoriquement destiné à accueillir des déchets ménagers, mais en pratique d'autres déchets ont pu également être déposés.

La nature et la quantité de déchets n'ont pas pu être estimées. Le potentiel polluant du massif des déchets n'a pas pu être déterminé.

Suite à l'arrêt du site, des travaux visant principalement à une intégration paysagère ont été entrepris.

Description

Sur ce site, il convient de conserver la mémoire de l'enfouissement de déchets sur ces terrains et pour tout projet d'aménagement de réaliser des investigations sur le sol pour étudier la compatibilité entre l'usage envisagé et l'état du sol.

Le site est une ancienne décharge exploitée dans les années 70. Ce dépôt était théoriquement destiné à accueillir des déchets ménagers, mais en pratique d'autres déchets ont pu également être déposés.

La nature et la quantité de déchets n'ont pas pu être estimées. Le potentiel polluant du massif des déchets n'a pas pu être déterminé.

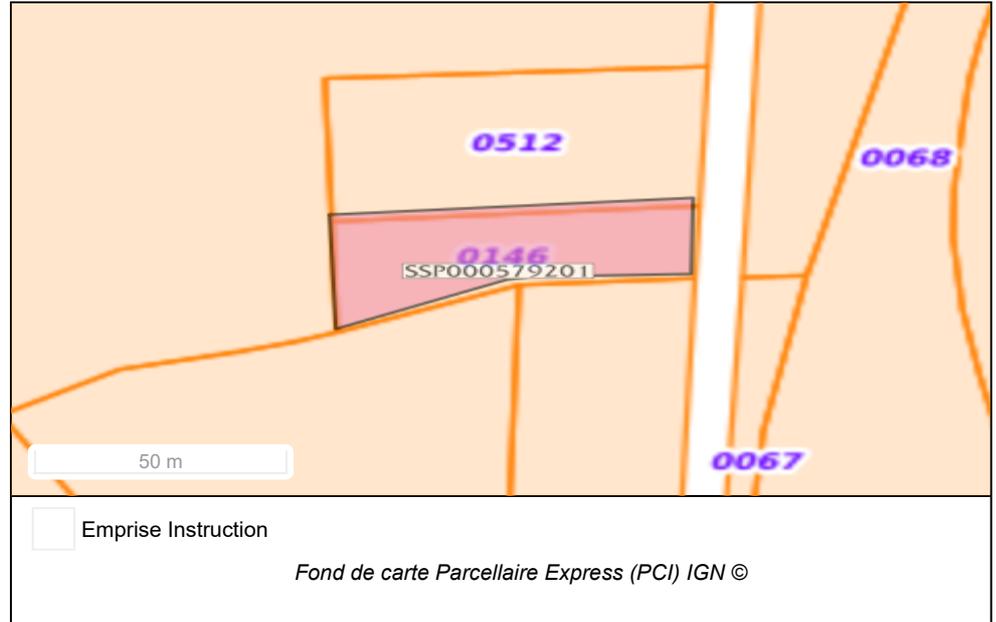
Suite à l'arrêt du site, des travaux visant principalement à une intégration paysagère ont été entrepris.

Sur ce site, il convient de conserver la mémoire de l'enfouissement de déchets sur ces terrains et

pour tout projet d'aménagement de réaliser des investigations sur le sol pour étudier la compatibilité entre l'usage envisagé et l'état du sol.

Polluant(s) identifié(s)
 Action(s) instruite(s)
 Carte(s) et plan(s)
 Carte(s) et plan(s)

Non renseigné(s)
 Non renseignée(s)
 Non renseigné(s)



Parcelle(s) concernée(s)

Non renseignée(s)

Obligation(s) réglementaire(s) liée(s) aux parcelles - SIS/SUP (1/1)

Identifiant de l'obligation réglementaire liée à la parcelle: SSP00057920101
 Identifiant de l'information de l'administration liée à l'obligation réglementaire: SSP000579201
 Ancien identifiant SIS: 72SIS08360
 Type d'obligation réglementaire:

Secteur d'Information sur les Sols (SIS)	Servitude d'Utilité Publique (SUP)
X	

Code INSEE: Non renseigné
 Date de dernière mise à jour: 30/09/2020
 Date de l'Arrêté Préfectoral: Non renseignée
 Nom(s) Usuel(s): Non renseigné

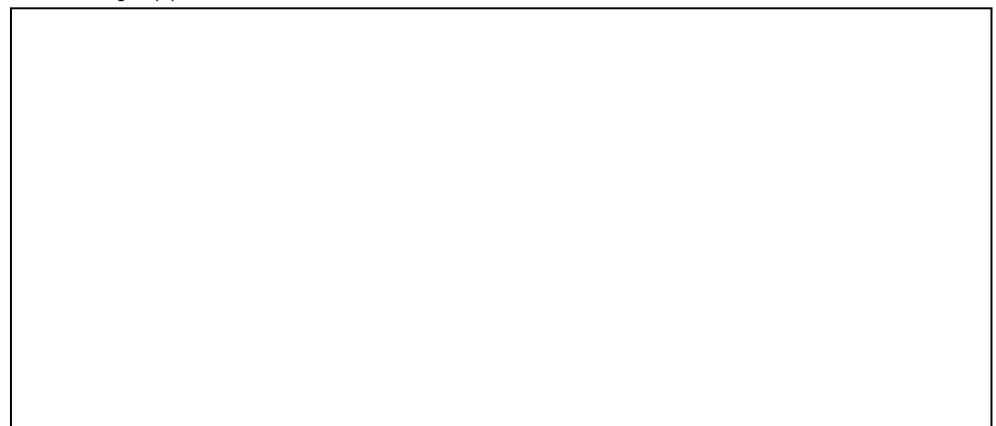
Description: Le site est une ancienne décharge exploitée dans les années 70. Ce dépôt était théoriquement destiné à accueillir des déchets ménagers, mais en pratique d'autres déchets ont pu également être déposés. La nature et la quantité de déchets n'ont pas pu être estimées. Le potentiel polluant du massif des déchets n'a pas pu être déterminé.

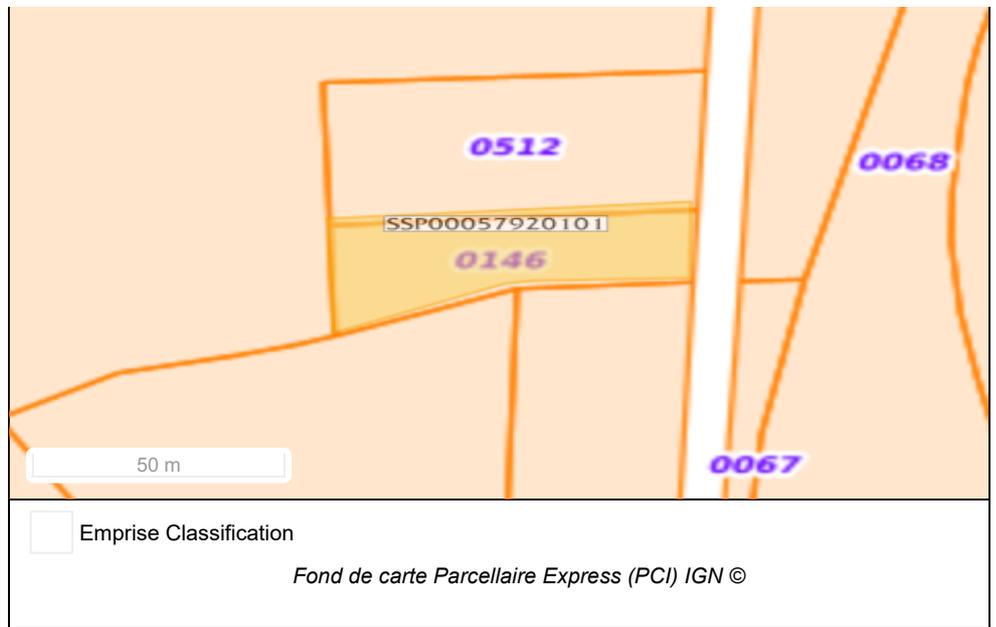
Suite à l'arrêt du site, des travaux visant principalement à une intégration paysagère ont été entrepris.

Sur ce site, il convient de conserver la mémoire de l'enfouissement de déchets sur ces terrains et pour tout projet d'aménagement de réaliser des investigations sur le sol pour étudier la compatibilité entre l'usage envisagé et l'état du sol.

Carte(s) et plan(s)
 Carte(s) et plan(s)

Non renseigné(s)





Parcelle(s) concernée(s)

Commune	Feuille	Section	Numéro	Code dép.
ROUESSE VASSE		0F	146	

SSP0008501

Fiche Détaillée

Identification de l'établissement

Identifiant de l'établissement

SSP0008501

Nom usuel

MINES DE ROUEZ

Commune(s)

72256 ROUEZ

Plan de situation



Nombre d'information de l'administration

1

Historique des informations de l'administration

Identifiant	Date de début	Date de fin	Date de dernière mise à jour
SSP000850101			22/10/2021

Information de l'administration concernant une pollution suspectée ou avérée (ex-BASOL) (1/1)

Identifiant de l'information de l'administration

SSP000850101

Date de dernière mise à jour

22/10/2021

Statut de l'instruction

En cours

Nom Usuel

Non renseigné

Autre(s) identifiant(s)

72.0020 (BASOL)

Environnement

Ancien site d'extraction d'or et d'argent et produits connexes par lixiviation cyanurée en cuves ou en tas dont l'exploitation est terminée depuis 1997. Les cuves ont été vidées et nettoyées, puis évacuées. Il subsiste sur le site un tas de minerai cyanuré et 2 plans d'eau correspondants aux anciennes excavations. Subsistent encore sur place, une unité de traitement des eaux, et plusieurs bassins utilisés pour la récupération des effluents liquides provenant du tas de minerai.

Description

Le site a servi d'exploitation minière d'or et d'argent de 1985 à 1996.

L'arrêté préfectoral du 24 octobre 2002 d'arrêt définitif des travaux miniers met fin à l'autorisation d'ouverture des travaux miniers et à l'exercice de la police des mines sur le site, sous réserves des cas mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 163-9 du code minier (risques importants susceptibles de mettre en cause la sécurité des biens ou des personnes).

La procédure de remise en état du site au titre de la législation des installations classées et au titre du code minier (arrêt définitif des travaux miniers) a été effectuée. L'ensemble du site est clôturé et les aménagements suivants ont été réalisés :

- Le tas de minerai traité aux cyanures a fait l'objet d'un confinement par une couverture étanche (argile et géomembrane étanche);
- Les eaux cyanurées provenant du tas sont collectées pour un traitement sur site. Depuis 2000, elles sont récupérées pour être traitées hors site ;
- La surveillance du site a été prescrite par l'arrêté préfectoral du 20/10/1997, pris en application de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement. La qualité des rejets est contrôlée régulièrement, ainsi que celle des eaux des puits environnants.

L'exploitant a également re-végétalisé les zones du site désherbées afin de limiter le problème d'acidification auparavant constaté sur le site.

Suite à l'arrêté préfectoral du 12 mai 2014, la surveillance environnementale du site a été augmenté notamment au niveau de la fréquence des contrôles réalisés sur les eaux superficielles et souterraines.

L'arrêté préfectoral du 17 Juin 2015 a créé et nommé une Commission de Suivi du Site (CSS) sur cette ICPE.

Polluant(s) identifié(s)

Action(s) instruite(s)

Non renseigné(s)

Type d'action	Type études / travaux	Date de début - Date de fin	Milieux	Mesure de sécurité	Traitement in situ	Traitement sur établissement / hors établissement	Traitement rejets
Exécution des travaux de réhabilitation	Mesure de sécurité du site	-			✓ Interdiction d'accès (clôture...) ✓ Reconditionnement de produits dangereux, Reconditionnement de déchets		
Description		/					

Type d'action	Type études / travaux	Date de début - Date de fin	Milieux	Mesure de sécurité	Traitement in situ	Traitement sur établissement / hors établissement	Traitement rejets
Exécution des travaux de réhabilitation	Travaux de dépollution	-	✓ Sol - Sous-sol		✓ Confinement par couverture et étanchéification	✓ Méthode biologique ou chimique	
Description		/					

Type d'action	Type études / travaux	Date de début - Date de fin	Milieux	Mesure de sécurité	Traitement in situ	Traitement sur établissement / hors établissement	Traitement rejets
Exécution des travaux de réhabilitation	Travaux de dépollution	-	✓ Sol - Sous-sol		✓ Confinement par couverture et étanchéification		
Description		/					

Type d'action	Type études / travaux	Date de début - Date de fin	Milieux
Surveillance	Surveillance environnementale	-	✓ Eaux superficielles - Sédiments
Description		/	

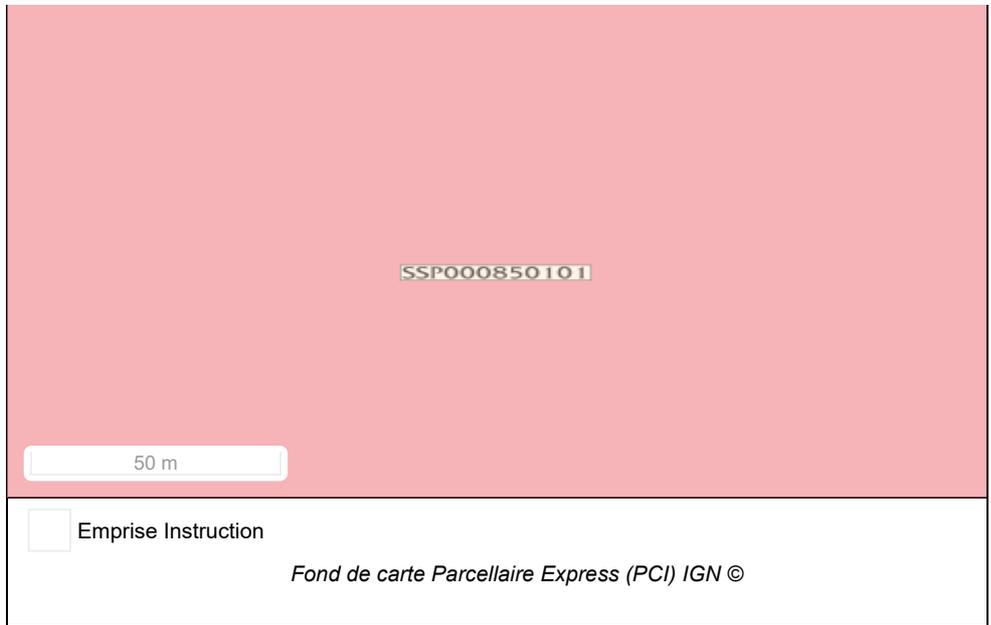
Type d'action	Type études / travaux	Date de début - Date de fin	Milieux
Surveillance	Surveillance environnementale	-	✓ Eaux souterraines
Description		Résultat de la surveillance à la date du 2009-06-18 : LA SITUATION RESTE STABLE	

Carte(s) et plan(s)

Carte(s) et plan(s)

Non renseigné(s)

--



Parcelle(s) concernée(s)

Commune	Feuille	Section	Numéro	Code dép.
Rouez	3	0A	0781	72
Rouez	3	0A	0779	72
Rouez	3	0A	0782	72
Rouez	1	0C	0572	72
Rouez	1	0C	0573	72
Rouez	3	0A	0780	72

Obligation(s) règlementaire(s) liée(s) aux parcelles - SIS/SUP (1/1)

Identifiant de l'obligation règlementaire liée à la parcelle SSP00085010102

Identifiant de l'information de l'administration liée à l'obligation règlementaire SSP000850101

Ancien identifiant SIS Non renseigné/span>

Type d'obligation règlementaire

Secteur d'Information sur les Sols (SIS)	Servitude d'Utilité Publique (SUP)
X	

Code INSEE Non renseigné

Date de dernière mise à jour 25/07/2022

Date de l'Arrêté Préfectoral Non renseignée

Nom(s) Usuel(s) Mines de Rouez

Description Le site a servi d'exploitation minière d'or et d'argent de 1985 à 1996.

L'arrêté préfectoral du 24 octobre 2002 d'arrêt définitif des travaux miniers met fin à l'autorisation d'ouverture des travaux miniers et à l'exercice de la police des mines sur le site, sous réserves des cas mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 163-9 du code minier (risques importants susceptibles de mettre en cause la sécurité des biens ou des personnes).

La procédure de remise en état du site au titre de la législation des installations classées et au titre du code minier (arrêt définitif des travaux miniers) a été effectuée.

L'ensemble du site est clôturé et les aménagements suivants ont été réalisés :

- Le tas de minerai traité aux cyanures a fait l'objet d'un confinement par une couverture étanche (argile et géomembrane étanche);
- Les eaux cyanurées provenant du tas sont collectées pour un traitement sur site. Depuis 2000, elles sont récupérées pour être traitées hors site ;
- La surveillance du site a été prescrite par l'arrêté préfectoral du 20/10/1997, pris en application de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement. La qualité des rejets est contrôlée régulièrement, ainsi que celle des eaux des puits environnants.

L'exploitant a également re-végétalisé les zones du site désherbées afin de limiter le problème d'acidification auparavant constaté sur le site.

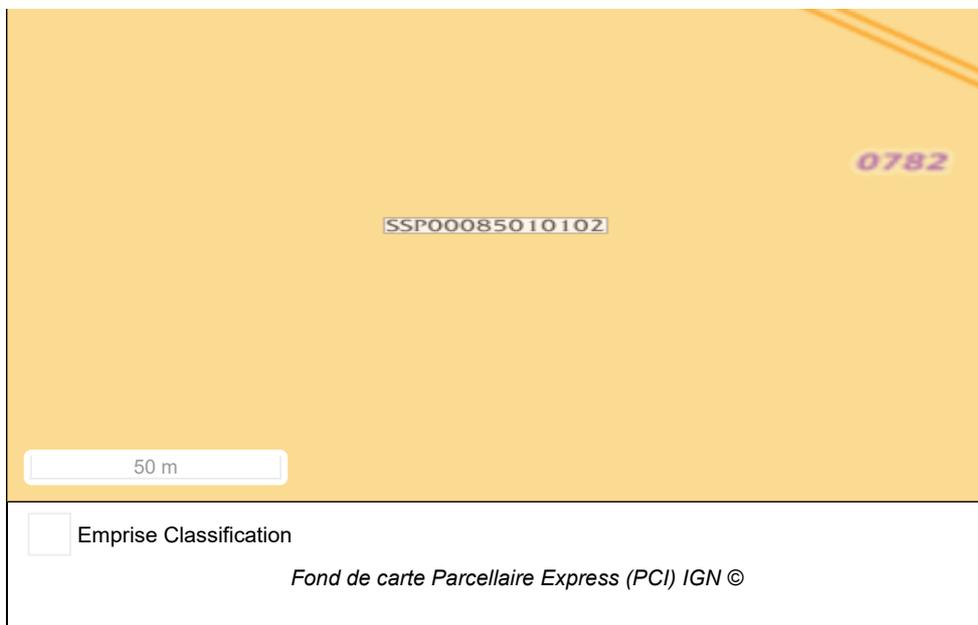
Suite à l'arrêté préfectoral du 12 mai 2014, la surveillance environnementale du site a été augmenté notamment au niveau de la fréquence des contrôles réalisés sur les eaux superficielles et souterraines.

L'arrêté préfectoral du 17 Juin 2015 a créé et nommé une Commission de Suivi du Site (CSS) sur cette ICPE.

Carte(s) et plan(s) Non renseigné(s)

Carte(s) et plan(s)





Parcelle(s) concernée(s)

Commune	Feuille	Section	Numéro	Code dép.
Rouez	1	0C	0572	72
Rouez	1	0C	0573	72
Rouez	3	0A	0782	72
Rouez	3	0A	0779	72
Rouez	3	0A	0780	72
Rouez	3	0A	0781	72

SSP0005533

Fiche Détaillée

Identification de l'établissement

Identifiant de l'établissement

SSP0005533

Nom usuel

Agence d'exploitation d'EDF / GDF (ex-USINE A GAZ)

Commune(s)

72315 SAINT REMY DE SILLE

Plan de situation



Nombre d'information de l'administration

1

Historique des informations de l'administration

Identifiant	Date de début	Date de fin	Date de dernière mise à jour
SSP000553301			14/01/2019

Information de l'administration concernant une pollution suspectée ou avérée (ex-BASOL) (1/1)

Identifiant de l'information de l'administration

SSP000553301

Date de dernière mise à jour

14/01/2019

Statut de l'instruction

En cours

Nom Usuel

Non renseigné

Autre(s) identifiant(s)

72.0022 (BASOL)

Environnement

Le site dénommé « Sillé le Guillaume » est situé sur la commune de Saint Rémy de Sillé (commune voisine de Sillé le Guillaume). Il a accueilli jusqu'en 1959 des installations liées à la fabrication du gaz à partir de la distillation de la houille. Il ne subsiste actuellement aucun bâtiment lié à l'ancienne activité.

En 1996, Gaz de France a hiérarchisé ses actions au niveau départemental sur les 467 sites d'anciennes usines à gaz qu'il gérait, répartis sur l'ensemble du territoire. La méthodologie retenue a consisté à hiérarchiser les sites en fonction de leur sensibilité vis-à-vis de l'environnement (usage du site, vulnérabilité des eaux souterraines et superficielles, présence et type de population sur le site...). L'application de cette méthode a abouti à l'établissement de 5 classes de priorité pour lesquelles les engagements de Gaz de France ont fait l'objet d'un protocole d'accord relatif à la maîtrise et au suivi de la réhabilitation des anciens terrains d'usines à gaz entre le Ministère de l'Environnement et Gaz de France signé le 25 avril 1996.

Le site de Sillé est en classe 3 du protocole. De ce fait, c'est un site dont la sensibilité vis-à-vis de l'homme, des eaux souterraines et superficielles est faible.

Conformément aux engagements pris dans le protocole, Gaz de France a réalisé en 2003 une étude historique avec localisation des cuves. Les investigations réalisées en février et juin 2003 ont mis en évidence que le site n'abrite plus d'ouvrage enterré contenant des sources primaires de contamination.

Par ailleurs, Gaz de France réalisera un diagnostic initial en préalable à toute opération de vente, cession ou réaménagement. Les conditions de réhabilitation définies en accord avec les services de

L'Inspection des installations classées, seront adaptées à la classe de sensibilité du site et à sa destination future.

Description

Gaz de France a hiérarchisé ses actions sur les 467 sites d'anciennes usines à gaz qu'il gère, répartis sur l'ensemble du territoire. La méthodologie retenue a consisté à hiérarchiser les sites en fonction de leur sensibilité vis à vis de l'environnement (usage du site, vulnérabilité des eaux souterraines et superficielles, présence et type de population sur le site...). L'application de cette méthode a abouti à l'établissement de 5 classes de priorité pour lesquelles les engagements de Gaz de France ont fait l'objet d'un protocole d'accord relatif à la maîtrise et au suivi de la réhabilitation des anciens terrains d'usines à gaz entre le Ministère de l'Environnement et Gaz de France signé le 25 avril 1996.

Le site de Sille - Le - Guillaume est en classe 3 du protocole. De ce fait, c'est un site dont la sensibilité vis à vis de l'homme, des eaux souterraines et superficielles est faible.

Conformément aux engagements pris dans le protocole, Gaz de France a réalisé en 2003 une étude historique avec localisation des cuves. Les investigations réalisées en février et juin 2003 ont mis en évidence que le site n'abrite plus d'ouvrage enterré contenant des sources primaires de contamination.

Par ailleurs, Gaz de France réalisera un diagnostic initial en préalable à toute opération de vente, cession ou réaménagement. Les conditions de réhabilitation définies en accord avec les services de l'Inspection des installations classées, seront adaptées à la classe de sensibilité du site et à sa destination future.

Polluant(s) identifié(s)

Non renseigné(s)

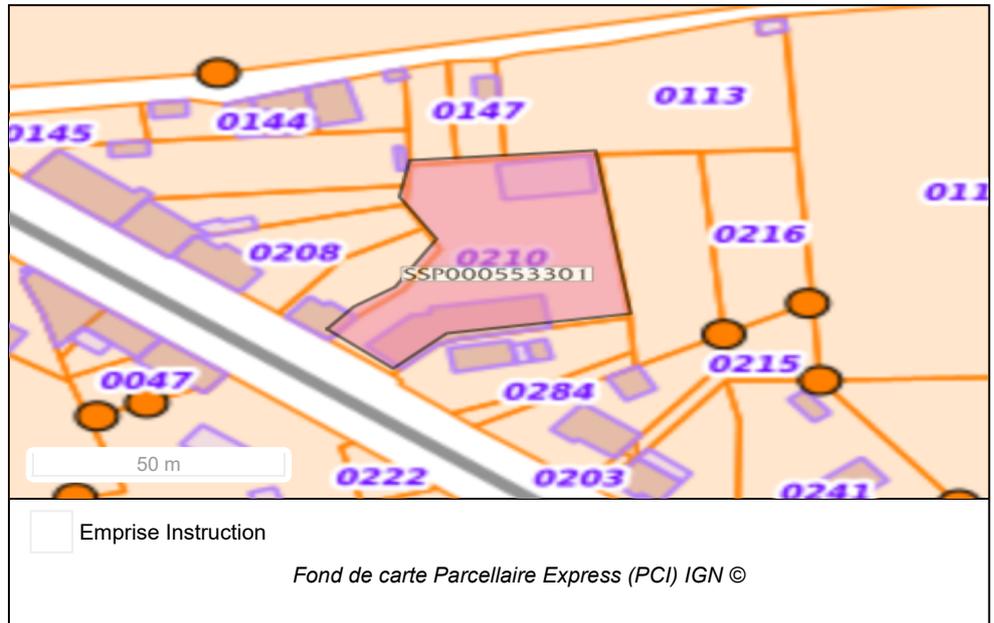
Action(s) instruite(s)

Non renseignée(s)

Carte(s) et plan(s)

Non renseigné(s)

Carte(s) et plan(s)



Parcelle(s) concernée(s)

Commune	Feuille	Section	Numéro	Code dép.
SAINT REMY DE SILLE		AC	210	

Obligation(s) réglementaire(s) liée(s) aux parcelles - SIS/SUP (1/1)

Identifiant de l'obligation réglementaire liée à la parcelle

SSP00055330101

Identifiant de l'information de l'administration liée à l'obligation réglementaire

SSP000553301

Ancien identifiant SIS

72SIS08091

Type d'obligation réglementaire

Secteur d'Information sur les Sols (SIS)	Servitude d'Utilité Publique (SUP)
X	

Code INSEE

Non renseigné

Date de dernière mise à jour

30/09/2020

Date de l'Arrêté Préfectoral

Non renseignée

Nom(s) Usuel(s)

Non renseigné

Description

Le site dénommé « Sillé le Guillaume » est situé sur la commune de Saint Rémy de Sillé (commune voisine de Sillé le Guillaume). Il a accueilli jusqu'en 1959 des installations liées à la fabrication du gaz à partir de la distillation de la houille. Il ne subsiste actuellement aucun bâtiment lié à l'ancienne activité.
 En 1996, Gaz de France a hiérarchisé ses actions au niveau départemental sur les 467 sites d'anciennes usines à gaz qu'il gérait, répartis sur l'ensemble du territoire. La méthodologie retenue a consisté à hiérarchiser les sites en fonction de leur sensibilité vis-à-vis de l'environnement (usage du site, vulnérabilité des eaux souterraines et superficielles, présence et type de population sur le

site...). L'application de cette méthode a abouti à l'établissement de 5 classes de priorité pour lesquelles les engagements de Gaz de France ont fait l'objet d'un protocole d'accord relatif à la maîtrise et au suivi de la réhabilitation des anciens terrains d'usines à gaz entre le Ministère de l'Environnement et Gaz de France signé le 25 avril 1996.

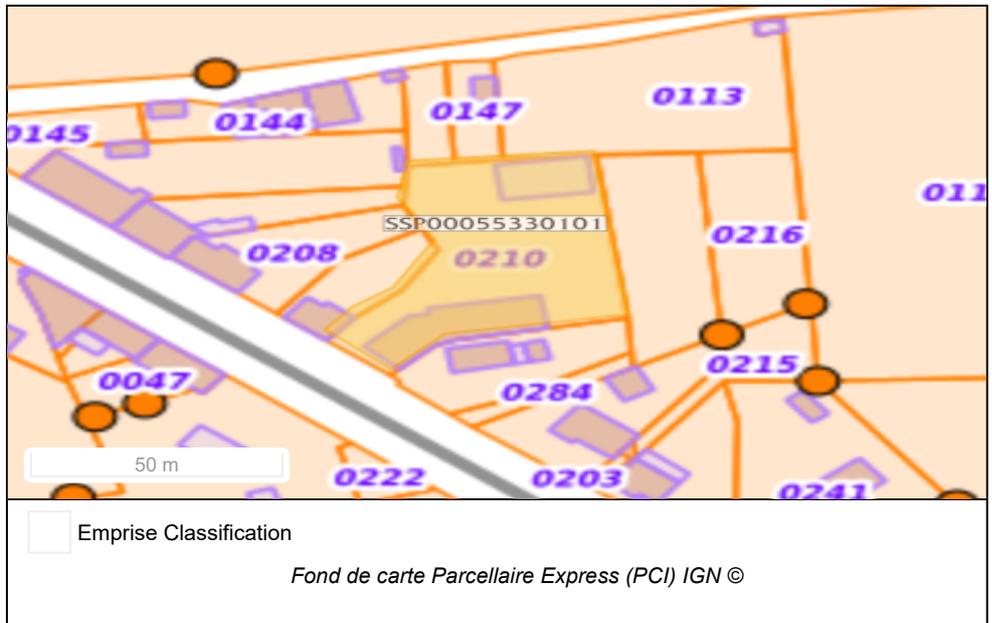
Le site de Sillé est en classe 3 du protocole. De ce fait, c'est un site dont la sensibilité vis-à-vis de l'homme, des eaux souterraines et superficielles est faible.

Conformément aux engagements pris dans le protocole, Gaz de France a réalisé en 2003 une étude historique avec localisation des cuves. Les investigations réalisées en février et juin 2003 ont mis en évidence que le site n'abrite plus d'ouvrage enterré contenant des sources primaires de contamination.

Par ailleurs, Gaz de France réalisera un diagnostic initial en préalable à toute opération de vente, cession ou réaménagement. Les conditions de réhabilitation définies en accord avec les services de l'Inspection des installations classées, seront adaptées à la classe de sensibilité du site et à sa destination future.

Non renseigné(s)

Carte(s) et plan(s)
Carte(s) et plan(s)



Parcelle(s) concernée(s)

Commune	Feuille	Section	Numéro	Code dép.
SAINT REMY DE SILLE		AC	210	